

PRÉFET DE LA HAUTE-SAÔNE

Préfecture

Secrétariat Général

Direction des collectivités
territoriales et du cadre de
Vie

Bureau du cadre de vie
et des enquêtes publiques

Référence
BT-ICPE.déclaration.
récépissé.chgt.exploitant
Affaire suivie par
Mme TIRVAUDEY
Brigitte
03.84.77.71.46
brigitte.tirvaudey@haute-
saone.gouv.fr



**RECEPISSE DE DECLARATION DE
CHANGEMENT D'EXPLOITANT D'UNE
INSTALLATION CLASSEE POUR LA
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

SAS FRANCE BOIS IMPREGNES –
Groupe MOULINVEST
70100 ARC-LES-GRAY

LE PREFET DE LA HAUTE-SAONE

VU le code de l'environnement – parties législative et réglementaire – et notamment le livre V – titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2627 du 11 octobre 1990 imposant à la SA IRCB des normes d'exploitation pour son établissement situé sur le territoire de la commune d'ARC-LES-GRAY, complété par l'arrêté préfectoral n° 1524 du 21 juillet 1994 fixant des prescriptions complémentaires ;

VU la déclaration en date du 29 mai 2013 reçue en préfecture le 31 mai 2013, par laquelle la SAS FRANCE BOIS IMPREGNES, fait part pour les installations ayant fait l'objet des arrêtés susvisés :

- du changement d'exploitant de la société FRANCE BOIS IMPREGNES appartenant depuis le 18 avril 2013 au groupe MOULINVEST dont le président-directeur général est M. Maurice MOULIN
- du changement d'adresse du siège social situé dorénavant à Le Cerizet – BP 38 – 42210 BOISSET-LES-MONTROND ;

VU l'avis de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du 27 juin 2013 ;

CONSIDERANT cette déclaration,

DELIVRE RECEPISSE

à la SAS FRANCE BOIS IMPREGNES

de sa déclaration du 31 mai 2013.

../..

L'exploitant devra se conformer aux prescriptions fixées par les arrêtés préfectoraux susvisés.

L'administration se réserve le droit de prescrire ultérieurement toutes mesures qu'elle jugera nécessaires dans l'intérêt de la salubrité et de la sécurité publiques.

L'installation dont il s'agit sera soumise à la surveillance du service départemental d'inspection des installations classées organisé conformément aux dispositions des articles R. 514-1 à R. 514-3 du code de l'environnement.

Le présent récépissé ne dispense pas l'exploitant de solliciter tous autres agréments pouvant être exigés par les lois et règlements en vigueur.

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

Le présent récépissé peut être déféré au tribunal administratif de Besançon :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée
- par les tiers, personnes physiques et morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 512-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Fait à Vesoul, le
Le préfet,

3 JUL. 2013

Pour le préfet et par délégation
L'attachée, chef de bureau


Dominique VIENNET

Destinataires :

Société FRANCE BOIS IMPREGNES
Le Cerizet
BP 38
42210 BOISSET-LES-MONTROND

Société FRANCE BOIS IMPREGNES
Route de Dijon
70100 ARC-LES-GRAY

M. le maire – 70100 ARC-LES-GRAY
(2 exemplaires dont 1 pour affichage)

**M. le chef de l'unité territoriale centre
de la direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**
Antenne de Vesoul
1 rue de la Préfecture
70000 VESOUL